

Crises, blocus et menaces de guerre au Venezuela

Depuis plusieurs semaines le Président américain Trump et la droite réactionnaire autour de l'équipe Guaidó font tout pour préparer un nouveau coup de force contre le gouvernement bolivarien du Venezuela.

Une politique impérialiste criminelle des américains

Concentration de plusieurs milliers de soldats et formation d'unités paramilitaires composés de mercenaires en Colombie, présence de la marine US devant les côtes vénézuéliennes. Blocus et sanctions de vente d'aliments, de médicaments et d'accès aux crédits du FMI. Le 26 mars, le département de justice US ont annoncé des poursuites pour narcotrafic contre le Président Maduro et une dizaine d'autres dirigeants vénézuéliens, et offrent une prime de 15 millions de dollars pour sa tête. L'escalade actuelle, sur fond de pandémie COVID, se dirige vers une agression militaire ouverte.

Suite aux sanctions économiques multiples, l'économie (qui est toujours capitaliste, il faut le souligner) est durement affectée et le peuple survit seulement grâce aux rationnements. Les pénuries d'aliments et de médicaments sont récurrentes. Le pays connaît sa septième année de récession et suite à l'effondrement monétaire et la chute du prix mondial du pétrole, le pouvoir d'achat des salariés et devenu quasi nul.

Dans ce contexte de crise la propagation de l'épidémie Corona dans le pays aurait des conséquences démesurées au Venezuela et au-delà. Pour cette raison l'ONU, l'union européenne et même le pape François et le *Financial Times* ont pris leurs distances vis-à-vis de la politique de la « pression maximale » de Donald Trump, sans pour autant la contrarier efficacement.

Blocus, sanctions et menaces de guerre

Devant l'état des choses la classe ouvrière est choquée, désorientée et partiellement démoralisée. Tous – ou presque tous – les acquis de l'ère Chavez ce sont évaporés et un sentiment de frustration est générale, ce qui empêche l'émergence d'un mouvement populaire de protestation à gauche de la politique de Maduro. Les gens ne se font pas d'illusions sur ce qui les attend après une hypothétique victoire de la droite réactionnaire à la Guaidó, et ils ne savent pas comment influencer et corriger la direction du PSUV, largement discrédité par leurs compromis avec le système capitaliste qui a mené e Venezuela dans le chaos actuel.

Pourtant les causes et les faiblesses du chavisme viennent de loin, et maintenant devant l'ampleur de la crise sociale et économique il devient urgent de faire un bilan clair et critique.

C'est Hugo Chavez lui-même qui a façonné le « Mouvement pour la cinquième république » à partir d'une conjuration d'officiers de gauche, et qui a implanté dès le début plusieurs déformations et des approches pragmatiques, voire opportunistes, dans ce qui allait devenir dans la suite le mouvement bolivarien.

Pour évoquer seulement les principaux points critiques :

- La conception « interclassistes » du Mouvement. Le PSUV n'est pas un parti révolutionnaire des ouvriers et paysans, mais une structure qui a comme objectif de rassembler aussi la « bourgeoisie patriotique », ce qui veut dire : faire l'alliance avec la partie du patronat qui accepte des arrangements profitables avec le nouveau régime.
- La conséquence principale de ce choix, c'est directement le refus d'encourager l'auto-organisation autonome des travailleurs dans les entreprises. Pas de structures de conseils d'ouvriers (de soviets) sur les lieux de travail. Le résultat en est la limitation au système parlementaire bourgeois et au système représentatif indirect.
- Le culte du chef, du « caudillo » comme juge suprême en dernière instance. Par exemple, Chavez est intervenu plusieurs fois dans la composition des listes électorales régionales et nationale en imposants des personnages douteux, des patrons pro-Chavez, contre des syndicalistes et militants de gauche.
- Pas de visions et de programme clair sur le pouvoir de la classe ouvrière et d'une future société socialiste. Cette vue des choses à mené directement vers une compréhension « campiste » de la réalité mondiale. Posez une fois la question à un chaviste sur la différence

entre la révolution mexicaine et cubaine ! Les questions de la propriété privée et de l'accumulation du capital sont absentes ou largement sous-estimées dans le programme chaviste.

- L'enrichissement personnel est nullement banni dans l'idéologie et la pratique bolivarienne. Chavez a donné une nouvelle constitution à la République, mais l'appareil d'État est resté le même dans ses structures et son personnel.
- Ainsi beaucoup de cadres chavistes ont une activité commerciale parallèle avec leurs mandats ou responsabilités politiques. Ils connaissent alors les besoins du marché et ont un accès aux « crédits illégaux » via le trésor public. Lénine et Trotski ont permis l'enrichissement privé lors du temps de la politique de la NEP, mais cette activité était honnie et mal vue pour les cadres révolutionnaires. À Caracas, c'est tout le contraire. Naturellement, il devient difficile pour les véritables socialistes de lutter contre la spéculation alimentaire et le marché noir quand presque tous les cadres, à tous les niveaux, ont leurs « business » à côté. Après la mort de Hugo Chavez ces pratiques ont pris une nouvelle dimension. En 2013, quand Maduro est devenu président, il a nommé comme présidente de la Banque centrale une économiste marxiste intègre, Edmée Betancourt. Lors du contrôle des comptes elle a dû constater un passif de devises de 23 800 millions de dollars qui avaient disparu des coffres de la Banque centrale et avaient été transférés légalement au secteur bancaire privé. Maintenant on estime que 350 milliards de Dollars ont disparu ainsi !

Lutter contre la droite réactionnaire et les bureaucrates-profiteurs

Cette masse d'argent reflète l'apparition d'une nouvelle caste. Elle est composée de fonctionnaires d'État, de la bureaucratie de PSUV, d'un secteur des forces armées, et de certains appareils syndicaux. Quand Chavez se rendait pour la dernière fois à Cuba, il a professé à deux de ses amis : « Je me sens infiltré dans ce gouvernement ». Dans son propre gouvernement ! C'était de sa part le constat honnête des erreurs, des faiblesses et des retards ou des incompréhensions politiques accumulés.

Pourtant la bataille n'est pas encore perdue et le peuple vénézuélien n'a pas encore dit son dernier mot. Un second souffle de la révolution bolivarienne reste possible, c'est ce que redoute aussi bien la vieille bourgeoisie comprador et l'impérialisme U.S. que les nouveaux accapareurs de la République chaviste. Les révoltes du Chili et de l'Equateur, ainsi que les résistances contre les néolibéraux en Bolivie et en Argentine le prouvent. Pour ça, le Venezuela a besoin de la solidarité de la gauche européenne. Les menaces de Donald Trump doivent cesser. Le blocus économique, commercial et financier doit cesser. Une aide d'urgence en crédits et en médicaments doit parvenir au Venezuela. Le gouvernement Maduro est jusqu'à présent le seul légitime, pas les marionnettes de Trump. Indépendamment des erreurs et dégénération politiques, la Nation vénézuélienne a droit à la non-ingérence et à son autodétermination. La gauche radicale a le devoir de critiquer les dirigeants boliviens, mais elle a aussi un devoir de solidarité contre la politique ouvertement impérialiste des États-Unis et de leurs alliés.

Alain Sertic 20/04/2020